

**PARLEMENT(S) ET COURS SOUVERAINES EN FRANCE ET EN
EUROPE, SOUS L'ANCIEN RÉGIME**

DISCOURS, PRATIQUES JUDICIAIRES, SOCIABILITÉ ET THÉORIES POLITIQUES

Séminaire organisé par Isabelle Brancourt (Institut d'histoire du droit Jean Gaudemet, Paris II),
Anne Dobigny-Reverso (Université de Toulon, Institut d'histoire du droit),
et Frédéric Gabriel (IHRIM, Lyon)
dans le cadre de l'Institut d'histoire du droit Jean Gaudemet (Paris II-CNRS) et
du Labex CoMod (Université de Lyon) et de l'IRHIM (Lyon)

Année 2023-2024

Université Panthéon-Assas-Paris II

Institut d'histoire du droit, Centre Sainte-Barbe,
4 rue Valette, 75005 Paris
bâtiment C (à gauche dans le hall du Centre Sainte-Barbe), 3^e étage
Salle Collinet
16h30-18h30

Séminaire accessible également en visio-conférence

Ce séminaire, consacré à l'espace européen et à l'« Ancien Régime » au sens large, est conçu dans le long terme. Il se fixe pour objectif de présenter les recherches actuelles sur le thème du « Parlement » élargi, en une perspective résolument interdisciplinaire, à toutes les grandes problématiques qui lui sont intimement liées : la centralisation du gouvernement, la souveraineté, l'« absolutisme » et sa remise en cause, le jeu des relations entre puissances spirituelle et temporelle dans l'évolution des conceptions et des institutions politiques. Il prendra également en compte le droit dans toute son ampleur, de l'écriture juridique jusqu'à la question de la politique des archives, en passant par les réflexions sur la magistrature. On s'intéressa aussi bien à la procédure qu'aux conceptions plus abstraites de la communauté politique.

Nous intégrerons à ces aspects traditionnels la dimension scripturaire et rhétorique de ces communautés que sont les Parlements : quelle est la part discursive dans la systématisation juridique ? Quels sont les outils qui se situent proprement à la croisée du rhétorique et du législatif ? La dimension d'*énonciation* du droit pourra être replacée au sein des réseaux ainsi créés entre éléments autonomes et hétéronomes, entre preuves internes et apports intégrés à nouveaux frais. Il s'agit, en somme, de ressaisir les juristes et leurs actions *en société*.

Vendredi 29 septembre 2023

Élisabeth Kyriakidis (Université Paris I – Panthéon Sorbonne), « Les projets de réforme de Guillaume de Lamoignon, premier président du Parlement de Paris de 1658 à 1677 »
Répondant : Robert Descimon (EHESS)

Vendredi 20 octobre 2023

Anne Dobigny-Reverso (Université de Toulon), « Les conjurateurs sous Louis XIII »
Répondant : Raphaël Fournier (ESSCA)

Vendredi 17 novembre 2023

Frédéric Gabriel (CNRS – IHRIM), « Maximes gallicanes et image de l'ancienne Église universelle chez Guy Coquille, référence des gens de Parlement »

Répondants : Tyler Lange (Université de Washington à Seattle) et Franck Zarlenga (Université de Limoges)

Vendredi 15 décembre 2023

Mathias Adellach (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), « Un vaste fonds d'épaves noyées dans un 'océan documentaire'. Considérations sur la production, la conservation et la transmission des transactions homologuées par le Parlement »

Répondant : Charles de Miramon (CNRS, IHD)

Vendredi 5 avril 2024

Cléo Rager (Université de Lille), « Quelle place de la communauté d'habitants dans le gouvernement urbain de la fin du Moyen Âge ? L'exemple de Troyes »

Répondant : Liêm Tuttle (Université Paris 1 – Panthéon – Sorbonne)

Vendredi 26 avril 2024

Francesco Di Donato (Université de Naples), « Les robins et la Révolution française »

Répondants : Sonia Scognamiglio (Université « Parthenope », Naples), Frédéric Bidouze (Université de Pau et des pays de l'Adour)

Vendredi 24 mai 2024

Mathieu Servanton (Luxembourg), « Une première présidence au temps des cardinaux ministres : les stratégies de Jean de Bertier de Montrabe à Toulouse »

Répondant : Christian Jouhaud (CNRS, EHESS), Pierre-Jean Souriac (Université de Lyon)